



François Blary et Jean-Pierre Gély (dir.)

Ressources et construction : la transmission des savoirs sur les chantiers

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Transmettre sur le temps long : pour une archéologie de papier du chantier de l'église Saint-Sulpice de Paris (1645-1836)

Léonore Losserand

DOI : 10.4000/books.cths.11042

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 29 septembre 2020

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735508990



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LOSSERAND, Léonore. *Transmettre sur le temps long : pour une archéologie de papier du chantier de l'église Saint-Sulpice de Paris (1645-1836)* In : *Ressources et construction : la transmission des savoirs sur les chantiers* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2020 (généré le 10 décembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/11042>>. ISBN : 9782735508990. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.11042>.

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Transmettre sur le temps long : pour une archéologie de papier du chantier de l'église Saint-Sulpice de Paris (1645-1836)

Léonore Losserand

Indocti discant et ament meminisse periti (« Que les ignorants apprennent, que ceux qui savent se souviennent » : épigraphe du manuscrit de Simonnet, *Le Nouveau Temple de Salomon...*)

- 1 Le chantier de la construction de l'église Saint-Sulpice à Paris dépasse de beaucoup les normes par son étalement sur près de cent cinquante ans et sur la multiplicité des changements qui y sont advenus en conséquence (fig. 1).

Fig. 1. – Gravure publicitaire dédiée à la reprise du chantier de l'église Saint-Sulpice à Paris, s.n., s.d. [vers 1710-1720 ?].



Bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, iconographie, grands formats.
Cliché Léonore Losserand (D.R.).

- 2 Son historiographie n'est pas moins impressionnante pour une église parisienne des XVII^e et XVIII^e siècles : vingt-six ouvrages ou articles, si on s'en tient à son histoire architecturale¹. En réalité, l'intérêt pour l'histoire de cette église est plus ancien que les premières études de la génération d'Arcisse de Caumont et des sociétés savantes de la France du XIX^e siècle, car il commence au cœur du chantier lui-même. Cette genèse historiographique est l'objet de la présente contribution, en raison de son caractère exceptionnel pour une église paroissiale. Parce qu'elles sont de natures très variées, les sources de cette histoire méritent qu'on sache les distinguer pour s'en servir correctement. En prenant comme fil conducteur la manière de transmettre des informations au cours de ce chantier titanesque, nous voudrions amener à considérer que la littérature historique des églises en général a eu très tôt ce souci d'empêcher l'oubli de prendre le dessus. Le récit de ce chantier est l'inestimable objet de la transmission de la fabrique qui, au fur et à mesure, devient une épopée dont on fait le récit pour les générations futures.
- 3 Si les premiers projets remontent à l'année 1636, les travaux pour la construction de la nouvelle église démarrèrent en 1646 et furent repris en 1660 sous la direction de l'architecte Daniel Gittard. En 1678, la fabrique fit faillite et le chantier fut arrêté jusqu'en 1718, date à laquelle le curé Languet de Gergy reprit le flambeau, avec entre autres l'intervention de l'architecte Giovanni Niccolò Servandoni jusqu'en 1766. Les travaux furent achevés *de facto* lors des épisodes révolutionnaires : la tour sud resta dans son état de 1768, en désaccord avec le profil de la tour nord, œuvre de l'architecte Jean-François-Thérèse Chalgrin, achevée dans les années 1780.

- 4 Entre septembre 1659 et décembre 1662, le chantier représente 40 % des dépenses² et un marguillier comptable est spécialement chargé des comptes du chantier, tandis qu'un autre marguillier s'occupe de la comptabilité ordinaire de la fabrique ; c'est ce dernier qui rassemble l'ensemble lors de la reddition des comptes annuels. Mais les difficultés rencontrées par le comptable du chantier pour gérer des sommes d'argent colossales l'obligent à avancer sur ses deniers personnels. Ceci n'est pas du goût du conseil de fabrique, qui y voit un risque de dérapage, comme en témoigne une délibération de 1645, peu avant la pose de la première pierre :

« Il a esté advisé et délibéré par la Compagnie³ que doresnavant, le dernier marguillier qui pourra estre chargé de la despence dudit bastiment, ne pourra de son mouvement faire plus grande despence de sepmaine en sepmaine que des deniers qui luy seront fournis en fin de chacune d'icelle par le marguillier comptable, & consequemment ne pourra faire avance de ses deniers propres sans ordre exprès et par écrit de ses confrères, autrement sesdictes avances lui demeureront en pure perte & sans espérance d'aucune répétition ni remboursement et ce affin de prevenir par ce moyen toute confusion et désordre qui pourroient arriver autrement en la dépense dudit bastiment, laquelle despence ne seroit jamais certaine ny connue des autres marguilliers & ainsi telle conduite ne pourroit estre que ruyneuse & dommageable à la fabrique⁴. »

- 5 Or la fréquence des réunions du conseil est aléatoire, bien que le chantier oblige à établir des réunions plus fréquentes ; le comptable est donc partiellement livré à lui-même au quotidien. En réaffirmant son autorité sur la gestion du chantier, le conseil tente donc d'adapter l'antique fonctionnement de la marguillierie au chantier. Mais l'institution se heurte à un autre problème, celui du renouvellement continu des marguilliers en charge (qui constituent le bureau exécutif du conseil) en raison de la brièveté des mandats. À Saint-Sulpice, comme dans beaucoup d'autres bureaux de conseils de fabrique, les mandats des marguilliers en charge ne durent que deux ans. Le renouvellement s'opérant par moitié, les deux marguilliers nouvellement élus disposent d'une année pour apprendre le fonctionnement, pour ensuite exercer la charge de comptable, une fois l'autre moitié renouvelée. Or ce qui fonctionne en temps normal n'est plus opérant en temps de chantier, et le conseil décide d'allonger les mandats lors d'une réunion du 8 septembre de la même année 1645 :

« Sur ce qui a esté représenté que les quatre marguilliers ne sont en charge que deux ans, et que les deux derniers n'ont le maniement du revenu de la fabrique que pendant une année, en quoy l'église souffre un notable préjudice. A esté résolu et arrêté qu'à l'avenir les marguilliers de cette paroisse demeureront en exercice de leurs charges pendant trois années et que le marguillier comptable en fera la fonction deux ans durant⁵. »

- 6 Mais quelques années plus tard, cette mesure ne suffit plus, car en réalité, c'est la charge de l'ensemble qui est trop lourde pour quatre marguilliers. L'assemblée du 3 janvier 1660, à la veille de poser la nouvelle première pierre, va tenter de proposer une solution plus adaptée. Le problème soulevé est que les réunions du conseil ne laissent pas suffisamment de temps au débat à propos du chantier, en raison du grand nombre de participants aux réunions. Il n'est pas difficile d'imaginer que les problèmes liés au chantier engageaient à de longues discussions s'ajoutant à celles relatives à la gestion ordinaire. Le conseil décida donc la création d'une commission spéciale chargée de débattre des travaux :

« [...] [la reconstruction de l'église] ne se pouvoit faire dans une assemblée de peu de durée & nombreuse comme celle-ci, & qu'ainsi ils croyoient à propos, qu'on nommât présentement six ou huit personnes qui comme députés de toute la

paroisse, verroient avec MM. les curé et marguilliers les plans, élévations, profils & devis & les arrestoient après les avoir fait examiner par les meilleurs architectes, que ces mesmes députés pourroient assister MM. les marguilliers, tant à présent en charge qu'à l'advenir, dans la continuation dudict bastiment, ce qui ne seroit pas d'une petite utilité [...]»⁶.

- 7 Les députés aux travaux, au nombre de six, destinés à épauler les marguilliers en charge, se réunirent donc en dehors des réunions du conseil. La création d'une commission *ad hoc* n'est pas un cas particulier à Saint-Sulpice, puisqu'on retrouve le procédé de la désignation de « députés aux travaux » dans d'autres cas parisiens contemporains, en particulier à Saint-Jacques-du-Haut-Pas en 1629⁷. Pour Saint-Sulpice, ce conseil de chantier pourrait avoir fonctionné jusqu'à la faillite de 1678.
- 8 Le rôle de ces paroissiens députés semble avoir été de vérifier les plans, leur conformité aux choix arrêtés par l'assemblée paroissiale, et enfin d'assurer un suivi concret sur le chantier. Pour ce faire, ils se retrouvaient avec les marguilliers, dans les premiers temps du chantier de Saint-Sulpice par exemple, deux fois par mois afin de discuter de l'avancée du chantier et prendre les décisions nécessaires. À nouveau en 1660, les marguilliers en charge décident de déléguer des paroissiens, qui sont « députés », pour suivre le chantier⁸. Or cette simple décision de délégation à des tiers recrutés dans le vivier des anciens marguilliers trouve son origine dans la référence à l'histoire du chantier, qui n'a pas alors trente ans, ce qui est pourtant déjà suffisant pour aller chercher dans les registres l'ancien procédé. La délibération de 1660 évoque ce qui s'est passé en 1636⁹ lors du premier démarrage du chantier et en 1643¹⁰ :

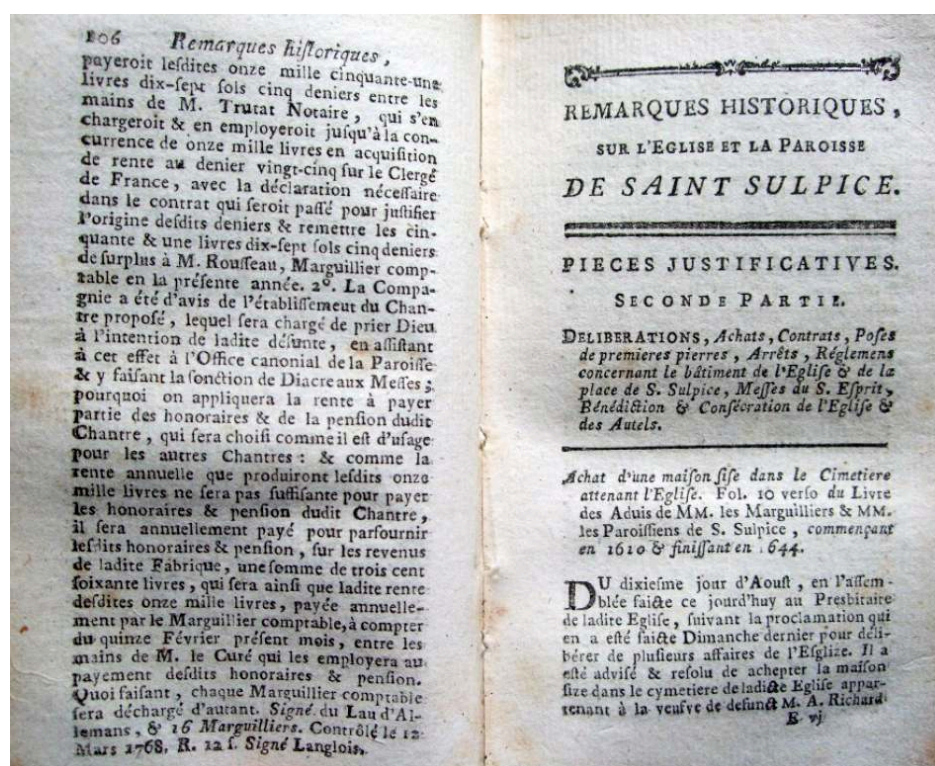
« [...] ce qui leur avoit donné lieu de proposer cette nomination [de députés aux travaux] étoit les exemples qu'ils avoient trouvé dans le registre par lesquels on voyoit que toutes les fois que l'on avoit eu quelque bastiment à entreprendre pour l'ornement ou pour l'accroissement de l'église, on avoit député quatre ou six personnes de différentes qualités, pour deux ou trois en l'absence des autres¹¹. »
- 9 Ainsi, après à peine quinze ans, le souvenir était déjà perdu, et il fallut faire appel aux archives pour trouver un mode de fonctionnement éprouvé. Cette perte de mémoire relative peut s'expliquer par le changement récurrent des marguilliers en charge, déjà évoqué en 1645. Pourtant, le conseil de fabrique étant essentiellement composé des anciens marguilliers en charge, ils étaient les plus à même de conserver la mémoire vivante et conseiller les marguilliers du bureau. Mais si la présence de tous les anciens était requise aux réunions, leur venue était surtout soumise à leur bonne volonté ou à leurs intérêts personnels. Il se peut qu'en quinze ans, épisode de la Fronde aidant, ou simplement déménagement des paroissiens, le conseil ait beaucoup changé de visage. Ce fonctionnement fondé sur un conseil d'ânés décisionnaire et des marguilliers en charge se retrouve dans toutes les paroisses jusqu'à la Révolution.
- 10 Le recours des membres du conseil au registre en 1660 vise donc à pallier la perte de la mémoire, qui est un des fondamentaux de la transmission. Or ce recours aux registres, nous le pratiquons nous-mêmes, chercheurs en sciences humaines que nous sommes, pour tenter de retrouver l'histoire oubliée de ces édifices. L'historien travaillant sur les paroisses parisiennes dispose en réalité d'un faible nombre de ces registres de délibérations des fabriques. Saint-Sulpice est parmi les plus sinistrés, n'ayant qu'un seul registre déposé aux Archives nationales et un autre aux archives du diocèse (1784-1793)¹². Pourtant, nous avons connaissance d'un nombre très important de délibérations, non par le biais des registres de la fabrique mais par des copies de différentes natures. Ceci nous a amené à considérer ces copies pour elles-mêmes afin de

saisir leur possible degré d'utilisation mais aussi, en cherchant leur raison d'être, de tenter de comprendre leur finalité.

- 11 Il y a tout d'abord des transcriptions analytiques de délibérations, que l'on trouve dans un registre unique conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France¹³. Il s'agit d'une sélection de délibérations entre 1644 et 1682 dont la plupart concernent le chantier, tandis que celles concernant d'autres aspects de la vie paroissiale sont simplement résumées. La dernière délibération date du 28 décembre 1682, soit quatre ans après le début de la faillite de la fabrique, grand scandale public qui mit en sommeil près de quarante ans le chantier de l'église. Ce registre contient également l'« Etat de ce qui est deub aux créanciers [...] suivant l'ordre & distribution par hipotecque arrêté entr'eux le 18^e aoust 1682 dont ils poursuivent l'homologation ». Ce miscellanée est donc une copie servant aux marguilliers, archivée dans le trésor de la fabrique. On retrouve un petit nombre de ces miscellanées destinés à un usage interne encore mal déterminé, comme par exemple à la paroisse Saint-Louis-en-l'Île¹⁴. Mais le plus souvent, ce sont des registres de compilation de titres.
- 12 D'une bien plus grande ampleur, car faisant l'objet d'un programme éditorial, la publication des délibérations de la fabrique de Saint-Sulpice par l'abbé Henri François Symon de Doncourt (1741-1786)¹⁵ est une œuvre sans précédent et à notre connaissance sans équivalent. Ce prêtre de la paroisse Saint-Sulpice est connu à partir de 1765 par l'édition qu'il fait de cantiques et prières destinés à l'usage des catéchistes de la paroisse dont il aurait eu la charge. En 1773, Nicolas Crapart publie son ouvrage *Remarques historiques sur l'église et la paroisse de S. Sulpice, extraites des instructions et prières à l'usage de ladite paroisse*. Il s'agit donc d'une histoire de la paroisse, qui se trouvait à l'origine dans un ouvrage religieux. On en trouve un exemple antérieur avec les *Offices propres à l'église paroissiale de Saint-Jean en Grève*, publiés en 1743. Mais plutôt qu'une histoire de la paroisse, ainsi que le titre de « Remarques historiques » l'indique, l'auteur a placé dans l'ordre chronologique les événements qu'a connus la paroisse. Les faits évoqués sont de natures diverses, allant de l'histoire des prêtres et paroissiens ou des institutions paroissiales à la construction du bâtiment, en passant par l'histoire de Paris en lien avec l'histoire de la paroisse : bénédiction du cimetière, opposition à l'établissement de comédiens, hiver 1709, différents travaux dans l'église, installation du curé Olier, chapelles de confréries, etc. Symon de Doncourt commence par un précis historique sur l'origine de la paroisse et donne, à partir de la page 122, les grands moments par ordre de dates, puis l'histoire de chaque curé et des membres du clergé du séminaire.
- 13 L'entreprise éditoriale de l'abbé Symon, aboutie en 1773, est en réalité plus complexe que ce simple ouvrage disponible au format in-12° dans une douzaine de bibliothèques de France ne le laisse imaginer à première vue. La bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, rue du Regard à Paris, conserve en effet deux exemplaires particuliers, peut-être uniques. Le premier se compose de deux volumes avec une reliure noire et le second de trois volumes à la reliure marron clair.
- 14 L'exemplaire noir en deux volumes est composé pour le premier volume de l'ouvrage ordinaire des *Remarques* datées de 1773, publié chez Crapart, sans nom d'auteur, in-18° de 300 pages avec une table des matières. Son deuxième volume renferme ce qui est en fait la suite des *Remarques* de 1772, à savoir les *Pièces justificatives*, sans frontispice, comportant 720 pages et divisé en deux parties. La deuxième partie concerne

uniquement les délibérations en lien avec le chantier¹⁶ (fig. 2). L'abbé Symon de Doncourt y retranscrit plusieurs centaines de délibérations de la fabrique et un plus petit nombre d'autres documents, comme des factums, arrêts du Conseil, ou autres documents sources. On remarque au fil de la lecture qu'un certain nombre de délibérations avaient été préalablement imprimées¹⁷. L'ensemble est rangé dans l'ordre chronologique et chaque acte cité est précédé d'un chapeau ou d'un titre donnant la teneur du document cité. Les citations ne sont pas toujours faites *in extenso*, mais leur provenance est donnée systématiquement : date et numéro du folio ainsi que l'énonciation des signatures dans le cas des délibérations. Il s'agit donc d'une source de premier ordre puisque les registres de délibérations de la fabrique ont été détruits lors de la Révolution.

Fig. 2. – H. F. Simon de Doncourt, *Remarques historiques...* vol. 2, p. 106-107.



Bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice.

Cliché Léonore Losserand (D.R.).

- 15 Quant à l'exemplaire de reliure marron, il est d'un format in-12°, soit de quelques centimètres plus grand, ce qui a pour conséquence un changement de pagination par rapport à l'autre exemplaire. Contrairement à l'édition noire, il ne commence pas par les *Remarques historiques* mais directement par les pièces justificatives, et il est complété d'un troisième volume dont le contenu évoque notamment l'histoire du séminaire. Il convient de préciser que cette édition ne dispose d'aucune table des matières.
- 16 On ne comptabilise à ce jour que ces deux exemplaires conservés à la bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, ce qui laisse penser que leur diffusion a été relativement confidentielle, probablement en raison du faible intérêt que peuvent représenter ces pièces justificatives pour le public. Nous ne savons rien des motivations de Symon de Doncourt, qui n'a donné aucune indication sur la destination de cet

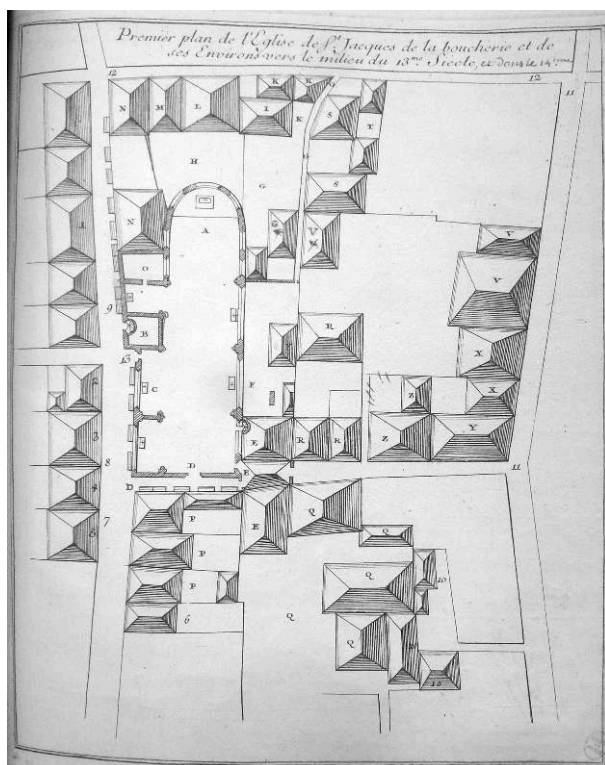
ensemble éditorial. Comme l'abbé Symon a été nommé en 1774 « chargé de la direction des travaux » par le curé Dulau d'Allemands, il est permis de penser que c'est ce dernier qui lui demanda de compiler les archives de la fabrique en vue de prendre en charge la direction du chantier. Son travail pourrait avoir été jugé digne d'être publié, à moins que Doncourt ait plutôt eu en vue la célébration de la paroisse, embourbée dans un chantier interminable. Cette entreprise pourrait avoir été une tentative de faire connaître l'église par le livre, à une période critique du chantier. En effet, depuis la mort de Servandoni en 1766, c'est à peine si les tours ont été achevées, et le chantier est encore arrêté. Les projets de Servandoni ne semblent alors plus convaincre, et malgré un appel à projets réalisé par le curé Dulau d'Allemands en 1767 et les avis de l'Académie, le chantier est à l'arrêt¹⁸. Pourtant, il n'est pas au point mort, puisqu'à partir de 1776, soit trois ans seulement après la parution des *Remarques*, il reprend. Attirer l'attention sur cette église en remontant à l'appui d'archives les étapes du chantier démarré plus d'un siècle auparavant peut être également vu comme une tentative de restaurer la confiance des paroissiens, voire du roi, pour entamer la phase finale du chantier. S'il n'est fait aucune description de l'église, c'est probablement en raison de l'inachèvement de la façade et de la détérioration de la chapelle de la Vierge, dont le chantier de restauration est en cours dans la décennie 1770. Le monument est encore trop inachevé pour faire l'objet d'une méticuleuse description, à laquelle Doncourt ne sacrifie pas.

- 17 Travail éditorial singulier, la publication de l'abbé Symon de Doncourt s'appuie néanmoins sur un précédent inédit : *Le nouveau Temple de Salomon ou Description historique de l'église paroissiale de St Sulpice dans ses cinq fondations...*¹⁹. Il a été écrit par un greffier commis des dépôts au Parlement et paroissien inconnu, Jacques Vincent Simonnet, qui dit n'écrire qu'au profit des paroissiens de Saint-Sulpice. Le frontispice de l'ouvrage manuscrit porte la date de 1771 et est aujourd'hui conservé à la même bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice à Paris. Le lecteur parcourt successivement l'histoire de la paroisse, le bâtiment de son église, qui est décrit pour la première fois, lieu par lieu, mais également l'histoire des hommes et des groupes institutionnels de la paroisse (curés, prêtres, confréries, écoles, etc.) et tout ce qui se trouve sur le territoire de la paroisse (cimetières, le Gros Caillou, rues, etc.). Nous sommes en présence de l'exemplaire avant impression : les 614 pages manuscrites divisées en deux tomes auraient dû être éditées en format in-12° et suivi d'un deuxième volume constituant le troisième tome des pièces justificatives, qui semble n'avoir jamais existé. Le parti de Simonnet consiste à mettre en lumière la paroisse en tant que tel, car il commence avec un « Discours préliminaire sur la haute antiquité des paroisse [sic] en général et sur les privilèges qui les distinguent des autres lieux saints », faisant remonter l'origine de l'institution à « l'établissement de la religion chrétienne », ce qui est ostensiblement partisan. Une tension entre réguliers et paroisses sous-tend en effet de manière continue la vie religieuse urbaine, et ces dernières se cherchent continuellement une légitimité face à ces communautés qui attirent certaines grandes fortunes. Le choix du titre du manuscrit, « Nouveau Temple », est expliqué par son auteur qui veut appeler ainsi les bonnes grâces de Louis XV, « perpétuel bienfaiteur », considéré comme le nouveau Salomon, le roi bâtisseur du nouveau temple de Jérusalem. Simonnet compare Saint-Sulpice au nouveau Temple, dont Louis XV a permis la construction, comprenez : grâce l'octroi des tirages de loteries. Mais l'auteur ne put jamais faire parvenir ces louanges au souverain, faute d'avoir pu faire éditer l'ouvrage. Car bien que Simonnet fasse une œuvre presque encyclopédique, dans

laquelle il déclare être le plus exact possible, l'ouvrage n'en recèle pas moins un certain nombre d'erreurs et beaucoup de développements hasardeux. Aussi, l'ouvrage de l'abbé Symon de Doncourt, publié deux ans plus tard dans sa version en trois volumes, est autrement plus précis : son discours construit chronologiquement prend soin d'éviter ainsi les digressions qui ont pu faire que le texte de Simonnet donne l'impression d'un manque de sérieux. Symon de Doncourt connaissait-il l'ouvrage de Simonnet ? L'abbé ne cite jamais le travail du paroissien ; il n'apparaît pas dans les pièces justificatives, pour la simple et bonne raison qu'il ne s'agit pas d'un document d'archives, à l'époque.

- 18 Ces deux travaux de Simonnet et de Doncourt montrent que l'église de Saint-Sulpice peut être regardée pour elle-même, d'un point de vue artistique et pas seulement historique. Néanmoins, une entreprise en certains points semblables a précédé de quelques années l'œuvre sulpicienne. Il s'agit de *l'Essai d'une histoire de la paroisse Saint Jacques de la Boucherie*, écrit par l'abbé Étienne François Villain et publié en 1758 en format in-12°. L'intérêt de l'ouvrage de Villain, que rejoint celui de Doncourt, est son format, qui le rend abordable financièrement et facile à emporter, à l'instar de guides de Paris comme celui de Germain Brice, dont la première édition in-12° remonte à 1685. Cet « essai », qui n'en est pas moins une véritable histoire d'une très ancienne paroisse parisienne, se vend aussi bien reliée en veau (2 livres) qu'en brochure (pour 2 livres 10 sols). Son auteur destine son travail, d'après son titre, « aux paroissiens et aux amateurs d'Antiquité », l'objectif est donc de toucher un public n'étant pas forcément scientifique. En cela, nous sommes loin des entreprises éditoriales d'ouvrages d'histoire réalisées par les Mauristes, comme celles de dom Montfaucon ou les luxueux ouvrages autour des Invalides de format in-folio et richement illustrés. L'ouvrage est doté d'une table des matières, et en guise de pièces justificatives l'auteur place en fin d'ouvrage neuf documents comme étant les titres « parmi les plus anciens de la paroisse ». Pour citer ses sources dans le texte lui-même, l'auteur place la référence dans la marge, comme cela se fait ordinairement (procédé que Doncourt n'utilise pas puisque tout se trouve en annexe). L'ouvrage de l'abbé Villain va toutefois plus loin que les travaux sulpiciens précédemment évoqués. Ses sources puisent certes dans les archives de la fabrique, mais la qualité beaucoup plus littéraire de son ouvrage l'amène à citer de nombreux auteurs de référence, comme Sauval ou l'abbé Lebeuf. Comble de précision scientifique offerte au lecteur, Villain propose trois plans chronologiques retraçant les transformations de l'église, une différence fondamentale avec l'ouvrage de Doncourt, qui n'est pas illustré (fig. 3). Avec le travail de Villain sur Saint-Jacques-de-la-Boucherie, il est dès lors possible de parler d'une monographie de l'église, avec un appareil critique et des plans chronologiques, destiné à faciliter la compréhension de l'histoire du bâtiment.

Fig. 3. – « Premier plan de l'église de Saint Jacques de la Boucherie et de ses environs vers le milieu du 13^{me} siècle et dans le 14^{me} ».



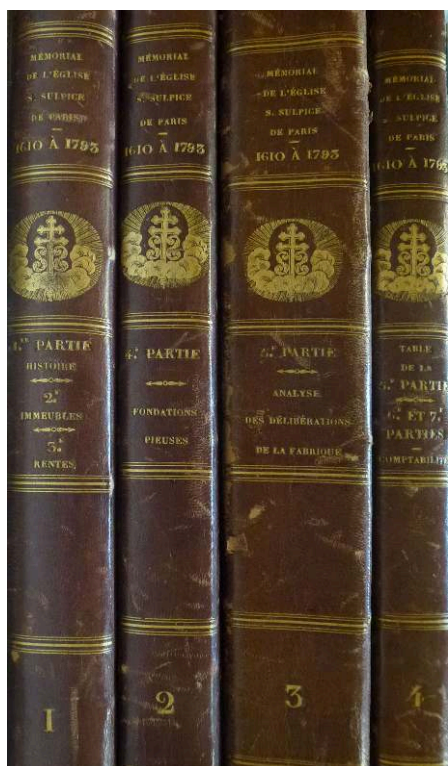
Extrait de [L.-F. Villain], *Essai d'une histoire de la paroisse Saint Jacques de la Boucherie...*, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, planche hors texte n° 1.

Cliché Léonore Losserand (D.R.).

- 19 Ces deux ouvrages de Doncourt et de Villain, par leurs similitudes et leurs divergences, montrent que la monographie d'édifice en est encore à ses débuts et hésite encore entre érudition et pédagogie, probablement parce que son public n'est pas encore clairement défini. Les deux solutions préconisent toutefois la mise en avant du chantier de l'église, c'est-à-dire l'évolution du bâtiment au cours du temps et, tout en voulant attirer l'attention sur leur édifice, ils en transmettent l'histoire. La particularité de la démarche de l'abbé Symon de Doncourt réside dans l'édition d'une compilation, certes non exhaustive, mais où la masse d'annexes ne peut que nous faire nous interroger sur sa finalité. Néanmoins, on doit rendre ici hommage à l'historien qui a su le mieux tirer parti de ce matériau brut des transcriptions littérales, bien que partielles, le sulpicien Émile Malbois, qui acheva en 1913 une histoire demeurée inédite de l'église, elle aussi conservée à la bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice²⁰. Il a synthétisé les informations fournies par l'abbé Symon et Simonnet, ainsi que Leclerc et Nau, dont nous allons désormais parler en guise d'épilogue.
- 20 Si donc la finalité du travail éditorial de Doncourt n'est pas encore pleinement élucidée, elle nous semble pouvoir être placée dans une perspective de pratique archivistique des fabriques²¹. La conservation et le classement des archives ont toujours été un souci des fabriques parisiennes, qui devaient conserver leurs titres en cas de succession, litige, ou toute autre nécessité, et plus encore lors du chantier, ainsi que nous l'avons montré pour le cas de Saint-Sulpice dans la première partie de cet exposé. Le travail qui consistait à copier les données jugées importantes dans des registres, voire à les publier, dans le cas exceptionnel de Symon de Doncourt, se retrouve à la veille de la

Révolution avec l'agent Leclerc. Cet « agent de la fabrique » a été en effet mandaté par les marguilliers pour constituer un « mémorial » de la fabrique, qui nous est heureusement parvenu. Il est conservé sous forme de quatre volumes reliés aux armes de la paroisse²² (fig. 4) et divisé en sept parties : histoire de l'église, titres de propriétés, contrats de rente, contrats de fondations, extraits de délibérations, comptes rendus à la fabrique et quittances des dépenses. Les deux dernières parties sont en réalité à peine ébauchées, pour ne pas dire vides : en effet, il ne s'agit pas des registres originaux, mais de copies restituées par Auguste Nau, personnage clé dont nous reparlerons plus loin.

Fig. 4. – Volumes reliés du « Mémorial de l'église Saint-Sulpice de Paris 1610-1793 ».



Archives historiques de l'archidiocèse de Paris, Saint-Sulpice, registres 2 à 5.

© Léonore Losserand.

- 21 Malgré les lacunes du travail de Leclerc, les transcriptions des délibérations (deuxième volume) est un complément indispensable aux pièces justificatives de Symon de Doncourt, puisque Leclerc a synthétisé un plus grand nombre de délibérations, sans les citer *in extenso* ainsi que l'avait fait Doncourt. La finalité du travail de Leclerc est clairement exposée lors de l'assemblée du conseil de fabrique du 1^{er} août 1783 par le notaire et marguillier comptable Jean-Louis Bro²³. Après avoir signalé « les abus de toute espèce qui règnent dans l'administration de la paroisse », il pointe du doigt le même problème qui avait été signalé dès 1645, à savoir le temps restreint de la durée des mandats des marguilliers comptables (il parle d'expérience), qui ne leur permet pas d'être suffisamment « au fait ». « N'ayant pas sous la main leurs confrères pour profiter des lumières de leur expérience », les comptables n'ont d'autre moyen que de s'instruire auprès du personnel de la fabrique, c'est-à-dire les bedeaux qui, d'après Bro, ont tendance à tirer profit de la situation. Le problème de cette « administration trop passagère » a été réglé dans les paroisses voisines de Saint-Germain l'Auxerrois, Saint-

Eustache et Saint-Roch, qui ont embauché des agents qui, « veillant sans cesse à l'exécution des délibérations, en préparent de nouvelles et sont toujours à portée d'instruire les marguilliers comptables des principes et usages reconnus dans la fabrique ». La motion est adoptée par le conseil sulpicien, qui désigne ainsi Michel François Le Clerc, un clerc de notaire, devenu plus tard avocat, qui n'est pas un ancien marguillier bénévole mais un agent rémunéré contre un travail pour lequel il a des compétences reconnues. Presque un siècle et demi après, la solution définitive est trouvée au problème du renouvellement constant des marguilliers par le recrutement d'une personne rémunérée. En plus de ce travail quotidien d'assistance au comptable, Leclerc s'attela, sur demande du conseil, à mettre de l'ordre dans les papiers (on ne parle pas encore d'archives) de la fabrique. Il acheva son travail en octobre 1789 et fut chaleureusement remercié et payé.

- 22 On peut être étonné par la proximité des entreprises de Symon de Doncourt et de Leclerc, qui pourraient paraître semblables au premier abord. Pourtant, les protagonistes ne travaillent pas pour la même institution. En effet, l'abbé Symon de Doncourt est chargé des travaux pour le curé, tandis que Leclerc est un agent de la fabrique, indépendante, tant s'en faut, des affaires du curé. Cette distinction est fondamentale, car elle permet d'éclairer d'une lumière nouvelle le travail de Doncourt. En retranscrivant les délibérations de la fabrique, auxquelles le conseil de fabrique lui avait permis d'accéder, il accédait au terreau décisionnel de l'histoire du chantier sulpicien avant la faillite de 1678. Après cette date, le chantier s'arrêta et ne reprit qu'en 1718, sous la direction du curé Languet de Gergy. Dès lors, la charge du chantier fut jointe à la charge du curé, alors que celle-ci ne devait théoriquement pas intervenir dans les prérogatives de la fabrique, toutes matérielles. Car s'il est de nombreux curés qui se sont impliqués financièrement dans les chantiers de leur église, et parfois même jusque dans les décisions du conseil de fabrique, la gestion du chantier continuait de rester du domaine de la fabrique. Saint-Sulpice au XVIII^e siècle fait partie des exceptions, et ceci pourrait expliquer que les délibérations retranscrites par Doncourt aussi bien que par Leclerc pour cette période ne concernent presque jamais le chantier, puisqu'il n'est alors plus géré par la fabrique, mais par le curé. Le travail de Symon de Doncourt ne concernant pas exclusivement le chantier de l'église, mais également son fonctionnement et son histoire en général, il était logique que les transcriptions des registres continuent pour le XVIII^e siècle. Quant à Leclerc, il travaille exclusivement pour la fabrique et réalise un classement des papiers nécessitant la copie de certains éléments, dont le « Mémorial » est le fruit.
- 23 La fabrique fut supprimée en 1793 et dès lors, la survie des archives tient partiellement du miracle : pour la plupart, elles furent saisies par les révolutionnaires et dramatiquement « triées » et versées principalement aux Archives nationales. Pourtant, une petite partie échappa à la catastrophe et resta sur la paroisse : ce sont ces papiers dont hérita la nouvelle fabrique, rétablie grâce au concordat du 8 avril 1802. À partir de 1836, la fabrique chargea l'avocat Auguste Nau de réaliser un inventaire de ses biens, et Nau entreprit par la même occasion de rassembler le maximum des anciens papiers ayant survécu à la Révolution²⁴. Son travail, similaire à celui de Leclerc un demi-siècle plus tôt, fut achevé en 1839. Auguste Nau donna un cadre de classement cohérent à tous ces documents et fit confectionner les cartons de ces archives, estampillées aux armes de la fabrique (fig. 5)²⁵. Nau entreprit également de combler les lacunes des destructions révolutionnaires et de dresser un portrait d'une précision

médicale, à la manière de Maxime du Camp, sur le fonctionnement de la paroisse concordataire. Il écrit à cette occasion une histoire chronologique de l'église, placée à la fin de son rapport sur les archives, qui reprenait beaucoup du travail de Leclerc (qu'il rassembla et fit relier) et de Simonnet. Il ne semble pas qu'il ait eu connaissance des *Pièces justificatives* de Symon de Doncourt.

Fig. 5. – Carton d'archives réalisés dans le cadre du classement d'Auguste Nau vers 1836.



Ces cartons ne sont plus utilisés actuellement du fait de leur fragilité. Archives historiques de l'archidiocèse de Paris, Saint-Sulpice.

© Léonore Losserand.

- 24 Nau explique au début de son rapport manuscrit la nécessité de son travail destiné à ne pas rompre la chaîne de la transmission :

« Ayant pu apprécier plus que toute autre personne les conséquences fâcheuses de la dispersion des archives de la fabrique, nous avons voulu atténuer pour l'avenir, et à cet effet, dans le but de renouer la chaîne des tems, violemment rompue pendant la grande Révolution, nous avons réuni dans le présent rapport, tous les documents historiques qui se rattachent depuis près de trois siècles jusqu'à ce jour, à la vaste administration confiée aux soins de messieurs les membres de la fabrique ; en sorte qu'en supposant une nouvelle dispersion des archives de la paroisse et même leur anéantissement, il suffirait de conserver une des expéditions du présent rapport pour posséder sur chacun des nombreux sujets qui le composent l'ensemble des traditions de la fabrique²⁶. »

- 25 Trois révolutions, une guerre civile et deux guerres mondiales plus tard, les archives de la fabrique ont atterri aux archives du diocèse de Paris dans la seconde moitié du xx^e siècle, subissant quelques petites pertes au passage. Pour faire l'histoire de cette église, l'historien dispose donc d'un solide corpus de sources manuscrites ou imprimées de première main, aux supports variés et géographiquement éclatés. La relative abondance de ces sources et la multiplicité de leurs supports montrent que le souci de préserver la mémoire est un autre inestimable objet de la transmission de l'histoire des pierres.

BIBLIOGRAPHIE

BERTRAND Antoine Louis, *Bibliothèque sulpicienne, ou histoire littéraire de la Compagnie de Saint-Sulpice*, Paris, Picard, vol. 1, 1900.

BOS Agnès, Les archives des fabriques parisiennes à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne, Paris, École des chartes (Bibliothèque de l'École des chartes, 156), 1998, p. 369-405.

LOSSERAND Léonore, « Les chantiers d'églises paroissiales à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles », thèse d'histoire de l'art sous la direction de Claude Mignot, Paris, Sorbonne université, 2017.

LOSSERAND Léonore, « Servandoni en héritage : précisions et rectifications sur le rôle d'Oudot de Mac Laurin dans le chantier de Saint-Sulpice » dans Plouzenec Yvon (dir.), *Le métier de l'architecte au XVIII^e siècle : études croisées*, Paris, Groupe histoire architecture mentalités urbaines (Publications en ligne du GHAMU. Annales du Centre Ledoux, nouvelle série, 1), 2020.

LOURS Mathieu (dir.), *Paris et ses églises : du Grand Siècle aux lumières*, Paris, Picard, 2016.

SIMON DE DONCOURT H. F., *Remarques historiques sur l'église et la paroisse de S. Sulpice, tirées du premier volume des instructions et prières à l'usage de ladite paroisse*, Paris, N. Crapart, in-18°, 1773.

SIMON DE DONCOURT H. F., *Remarques historiques sur l'église et la paroisse de S. Sulpice : pièces justificatives*, s.l., s.d., 2 vol. et 3 vol. [deux exemplaires uniques à la Bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, Paris].

[VILLAIN Louis François], *Essai d'une histoire de la paroisse Saint Jacques de la Boucherie où l'on traite des origines de cette église ; de ses Antiquités ; de Nicolas Flamel & Pernelle sa femme, & plusieurs autres choses remarquables ; Avec les Plans de la construction & du territoire de la Paroisse, gravés en Taille-douce. Ouvrage intéressant pour les Paroissiens, & pour les Personnes qui aiment l'Antiquité. Par M. L*** V***.*, in-12°, 1758.

NOTES

1. L. Losserand, « Les chantiers d'églises paroissiales à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles ».
2. Arch. historiques de l'archidiocèse de Paris (désormais AHAP), Saint-Sulpice, registre 6 : « Comptes de Jacques Régnier, marguillier comptable ».
3. C'est-à-dire le conseil de fabrique.
4. H. F. Simon de Doncourt, *Remarques historiques sur l'église et la paroisse de S. Sulpice. Pièces justificatives*, p. 83 : délibération du 30 janvier 1647.
5. BNF, Manuscrits, Fr. 5989, fol. 11 r° : délibération du 8 septembre 1645.
6. H. F. Simon de Doncourt, *Remarques historiques sur l'église Saint-Sulpice. Pièces justificatives*, p. 88 : délibération du 3 janvier 1660.
7. Arch. nat., Minutier central, CIX, 156, fol. 512 v° : délibération du 2 juin 1630. Voir L. Losserand, *Les chantiers d'églises paroissiales à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, vol. 1, p. 140-141.
8. H. F. Simon de Doncourt, *Remarques historiques sur l'église Saint-Sulpice. Pièces justificatives*, p. 88 : délibération du 3 janvier 1660.

9. *Ibid.*, p. 67-68 : délibération du 29 mai 1636 : « Il sera dressé un devis et convention au rabais & moins offrant, & au meilleur marché que faire se pourra, & dont la seule direction & conduite sera faite par l'ordre, conseil et prudence de MM. d'Hillerin, de Fleury, Barbier, Sanguin, Pierredan, Germain, de la Nohé & MM. les marguilliers qui seront en charge, sans qu'il soit besoin dans les rencontres qui naîtront & pourront s'offrir à l'exécution dudict plan, faire nouvelle assemblée des bourgeois et habitants de ceste paroisse ».
10. *Ibid.*, p. 69-71 : délibération du 10 mars 1643.
11. *Ibid.*, p. 88 : délibération du 3 janvier 1660.
12. Arch. nat., LL 950 et AHAP, Saint-Sulpice, registre 1.
13. BNF, Manuscrits, Fr. 5989.
14. Arch. nat., LL 824.
15. Aussi orthographié Simon de Doncourt, notamment dans les publications ; sa signature autographe indiquant Symon, c'est cette orthographe que nous avons choisie dans le texte. À son sujet voir A. L. Bertrand, *Bibliothèque sulpicienne...*, vol. 1, p. 8-10.
16. « Délibérations, achats, contrats, poses de premières pierres, arrêts, réglemens concernant le bâtiment de l'église et de la place S. Sulpice, messes du S. Esprit, bénédiction & consécration de l'église & des autels ».
17. « Délibération faite en l'assemblée tenuë en la salle presbitérale de l'église Paroishiale de Saint Sulpice à S. Germain Desprez, le 14 septembre 1659. Pour la continuation du bastiment de ladite Paroisse. Copiée sur l'original imprimé » : F. H. Symon de Doncourt, *Remarques historiques... Pièces justificatives*, vol. 1, p. 86.
18. Voir L. Losserand, « Servandoni en héritage... ».
19. ... et de tout ce qui est relatif à cette église précédé d'un traité abrégé sur la haute antiquité des paroisses en général et sur leurs privilèges distinctifs, dédiée à madame Simonnet par M. Simonnet, greffier..., Bibliothèque de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice (désormais BCPSS), Ms 98.
20. BCPSS, église Saint-Sulpice, sans cote. Titre exact du manuscrit-tapuscrit : « Histoire et description de l'église de Saint-Sulpice à Paris ».
21. A. Bos, « Les archives des fabriques parisiennes à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne ».
22. AHAP, Saint-Sulpice, registres 2 à 5 : [Leclerc], « Mémorial de l'église Saint-Sulpice de Paris 1610-1793 », [fin XVIII^e siècle], 4 vol. grand in-4°, demi-reliure cuir marron.
23. AHAP, Saint-Sulpice, registre 4, p. 352 et suivantes.
24. AHAP, Saint-Sulpice, Régime concordataire, registres 122 et 123.
25. Ce cadre de classement a été repris par S. de Dainville-Barbiche pour le nouveau classement de ces archives, achevé en 2017 aux AHAP. Voir son introduction de l'inventaire des archives de Saint-Sulpice.
26. AHAP, Saint-Sulpice, registre 122 [Inventaire Nau, 1839], p. 6.

RÉSUMÉS

Chantier paroissial exceptionnel par sa taille et son étalement dans le temps, l'église Saint-Sulpice de Paris a connu plus d'un siècle et demi de travaux. Comment l'institution de la fabrique a-t-elle supporté la gestion de l'intendance de ce chantier extraordinaire en même temps que la vie ordinaire d'une paroisse en pleine croissance démographique et transformation sociale ? Cette contribution se propose d'étudier les moyens spécifiques mis en place face à la complexité toujours croissante de la gestion du chantier et même au-delà. Les références au passé sont nombreuses, et les marguilliers tentent d'en garder trace pour la postérité : à la fin du XVIII^e siècle, les écrits se multiplient pour célébrer ce chantier colossal, ce qui fait écho à une démarche globale d'historiographie des églises parisiennes.

INDEX

Mots-clés : architecture, archives, paroisse, registre, chantier

Index géographique : Paris

AUTEUR

LÉONORE LOSSERAND

Chercheur associée à l'École pratique des hautes études, laboratoire Histoire de l'art, des représentations et de l'administration dans l'Europe moderne et contemporaine (HISTARA, EA 7347)